



Première assemblée de l'Alliance solaire internationale

ISA/ A.01/WD.10

7 Janvier 2019

Région de la capitale nationale, République de l'Inde

Compte rendu de la première assemblée de l'Alliance solaire internationale (ASI) tenue le 3 octobre 2018.

Lieu : Greater Noida

Président : Inde (représentée par S.E. M. R.K. Singh, secrétaire d'Etat à l'électricité et aux énergies nouvelles et renouvelables)

Co-président : France (représentée par S.E. Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre de la transition écologique et solidaire)

Liste des participants : Annexe A

Compte rendu de la première assemblée de l'ASI

Point 1 de l'ordre du jour. Ouverture

En l'absence d'un règlement intérieur approuvé, le secrétariat de l'ASI, avec l'autorisation de l'Inde en tant que présidente et de la France en tant que co-présidente du comité de pilotage international (CPI) de l'ASI, a convoqué la première assemblée de l'ASI.

S.E. M. Upendra Tripathy, Directeur général ad interim (DG ai), a ouvert la première assemblée de l'ASI. Rappelant la recommandation formulée lors de la sixième réunion du CPI en vue de prolonger la présidence de l'Inde et la co-présidence de la France pour une durée d'un an, il a soumis cette proposition à l'assemblée. L'assemblée a élu par acclamation l'Inde comme présidente et la France comme co-présidente de la première assemblée de l'ASI.

Point 2 de l'ordre du jour. Passation entre le comité de pilotage international et l'assemblée

L'assemblée a pris note de la transmission « en l'état et sur place » de tous les actifs et passifs par S.E. M. Anand Kumar, secrétaire d'État, ministère des énergies nouvelles et renouvelables, gouvernement de l'Inde, président du CPI, au président de la première assemblée, qui a accepté ces derniers au nom de l'assemblée.

Point 3 de l'ordre du jour. Vote de remerciement au comité de pilotage international

L'assemblée a exprimé son appréciation du travail historique réalisé par le CPI pour mettre en place et rendre opérationnelle l'ASI dans des délais très brefs, et en a pris bonne note.

Point 4 de l'ordre du jour. Adoption de l'ordre du jour

L'assemblée a noté que l'ordre du jour provisoire avait été diffusé le 3 septembre 2018, et que, au vu des suggestions adressées par les États membres, l'ordre du jour révisé avait été diffusé le 30 septembre 2018. L'assemblée a approuvé et adopté l'ordre du jour révisé figurant dans le **document de travail No. ISA/A.01/WD.01/Rev/1**.

Point 5 de l'ordre du jour. Décisions prises par le comité de pilotage international

En vertu de l'article 4.6 de l'accord cadre, le président a proposé que l'assemblée adopte les décisions prises par le CPI. L'assemblée, après avoir examiné cette proposition, a adopté les décisions prises par le CPI, telles que figurant dans le **document de travail No. ISA/A.01/WD.04**. Les comptes rendus complets des réunions du CPI figurent dans le **document d'information No. ISA/A.01/INF.04**.

Point 6 de l'ordre du jour. Approbation du règlement intérieur provisoire de l'assemblée

L'assemblée a examiné le règlement intérieur provisoire de l'assemblée, tel que figurant dans **le document de travail No. ISA/A.01/WD.03**. L'assemblée a approuvé le règlement intérieur provisoire.

L'assemblée a autorisé le président à transmettre le règlement intérieur provisoire au comité en charge des affaires générales et juridiques afin de le réviser.¹ L'assemblée a également demandé au comité des affaires générales et juridiques de soumettre le règlement intérieur dans sa version finale à l'approbation de l'assemblée lors de la prochaine réunion de celle-ci.

L'assemblée a demandé au secrétariat de solliciter des contributions des États membres de l'ASI portant sur le règlement intérieur provisoire, en recourant en particulier aux points focaux nationaux (PFN). Ces contributions seront soumises à l'examen du comité des affaires générales et juridiques en vue de la finalisation du règlement intérieur.

Point 7 de l'ordre du jour. Désignation du directeur général

Le président a invité l'assemblée à examiner la proposition de désignation par acclamation du directeur général ad interim en tant que directeur général, tel que recommandé par le CPI lors de sa sixième réunion.

L'assemblée a examiné cette proposition et a désigné à l'unanimité S.E. M. Upendra Tripathy, DG ai, directeur général (DG) pour un mandat de quatre ans, à compter du 15 mars 2017, date à laquelle S.E. M. Upendra Tripathy avait été désigné DG ai. L'assemblée a félicité S.E. M. Upendra Tripathy pour sa désignation en tant que DG, et lui a également exprimé ses remerciements pour la façon dont il avait contribué à mettre en place et à rendre opérationnelle l'ASI dans des délais très brefs.

S.E. M. Boye, ambassadeur de la République du Sénégal en Inde, a toutefois demandé des précisions sur la proposition du président de faire courir rétrospectivement le mandat du DG désigné, à compter du jour où il avait assumé les fonctions de directeur général ad interim, et a suggéré que son mandat débute le 3 octobre 2018. Le président a précisé que lorsque l'Inde avait émis cette proposition il avait été indiqué que le mandat de quatre années débiterait à la date où le directeur général ad interim avait été désigné.

¹ L'assemblée a examiné et approuvé la mise en place d'un comité permanent et de plusieurs autres comités aux points 16 et 17 infra de l'ordre du jour.

Le Président a aussi indiqué que, pour la nomination du prochain Directeur général, la procédure telle que décrite dans l'Annexe aux Règles de Procédure Provisoires de l'Assemblée devrait être suivie.

Point 8 de l'ordre du jour. Election des vice-présidents

Le président a invité chacune des quatre régions suivantes : 1) l'Afrique ; 2) l'Asie-Pacifique ; 3) l'Amérique latine et les Caraïbes ; et 4) l'Europe et le reste du monde, à soumettre oralement leur candidat respectif aux postes de vice-présidents de l'assemblée.

L'assemblée a pris note de la demande formulée par l'Australie de rejoindre le groupe Asie Pacifique et l'a acceptée.

L'assemblée a également pris note de la demande des membres d'octroyer aux groupes régionaux un délai supplémentaire afin de mener des consultations pour se mettre d'accord sur leurs vice-présidents.

L'assemblée a enjoint les groupes régionaux à transmettre dans les meilleurs délais au secrétariat leurs candidats aux postes de vice-présidents, à charge pour le secrétariat de les notifier. L'assemblée a pris note de la candidature du Pérou, agréée par consensus au sein du groupe Amérique latine et Caraïbes, pour être présentée au poste de vice-président au titre de cette région.

Un des membres du groupe Asie-Pacifique a déclaré que tous les membres de ce groupe étaient tombés d'accord pour désigner les Tonga comme vice-président de leur région. Toutefois, le représentant du Sri Lanka a exprimé un avis différent et a souhaité qu'une nouvelle réunion soit organisée afin de désigner par consensus un vice-président.

Point 9 de l'ordre du jour. Nomination des rapporteurs

L'assemblée a examiné et approuvé la proposition du président de désigner le Niger et le Sri Lanka comme rapporteurs de l'Assemblée. L'assemblée les a félicités pour leur nomination.

Point 10 de l'ordre du jour. Octroi du statut de pays partenaire

Suite à la note verbale émanant des pays, figurant dans le **document d'information No. ISA/A.01/INF.02/Rev.01**, l'assemblée a octroyé le statut de pays partenaires à l'Afghanistan, à l'Espagne, au Lesotho, au Tadjikistan et à la Tunisie.

Point 11 de l'ordre du jour. Octroi du statut d'organisation partenaire

L'assemblée a entériné l'initiative du DG ai d'octroyer le statut d'organisations partenaires aux organisations suivantes :

- a. Banque africaine de développement ;
- b. Banque asiatique de développement ;
- c. Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures ;
- d. Association des États riverains de l'Océan indien ;
- e. Agence Internationale de l'énergie ;
- f. Agence internationale pour les énergies renouvelables ;
- g. Nouvelle banque de développement ;
- h. Fonds vert pour le climat ; et
- i. Programme des Nations unies pour l'environnement.

L'assemblée a mandaté le comité permanent de l'ASI afin qu'il établisse des règles et procédures pour l'octroi du statut d'organisation partenaire. L'assemblée a également proposé que l'octroi du statut d'organisation partenaire donne lieu au paiement d'une cotisation. Cette proposition sera étudiée par le comité permanent ou un autre comité approprié.

Point 12 de l'ordre du jour. Octroi du statut d'observateur :

- a. aux signataires² ;**
- b. aux pays partenaires ; et**
- c. aux organisations partenaires.**

L'assemblée a accordé le statut d'observateur : a) aux signataires ; b) aux pays qui sont candidats pour obtenir le statut de pays partenaire ; et c) aux organisations qui sont candidates pour accéder au statut d'organisation partenaire. La liste de ces pays et organisations figure dans le **document d'information No. ISA/A.01/INF.03.**

En l'absence de règles octroyant le statut d'observateur à d'autres organisations, conformément à l'article 9 de l'accord cadre, l'assemblée a accueilli ces organisations en tant qu'invitées spéciales à la première assemblée. La liste des invités spéciaux figure dans le **document d'information No. ISA/A.01/INF.03.**

L'assemblée a demandé au comité permanent de préparer des règles permettant d'octroyer le statut d'observateur à d'autres organisations, dans le cadre de l'article 9 de l'accord cadre.

Point 13 de l'ordre du jour. Activités à l'ordre du jour

Le directeur général, au nom de l'ASI, a signé et échangé avec l'association des pays riverains de l'Océan indien une déclaration conjointe, et a aussi signé une déclaration conjointe avec le programme des Nations unies pour l'environnement.

² Signataire s'entend d'un futur pays membre ayant signé l'accord cadre de l'ASI mais n'ayant pas encore déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Le président et le co-président ont également reçu des contributions financières destinées au fonds de dotation versées par les partenaires du secteur privé suivants :

- a. Coal India Ltd (1 million USD) ;
- b. Power Finance Corporation (1 million USD) ; et
- c. India Trade Promotion Organization (organisation indienne de promotion du commerce, 1 million USD).

Le président et le vice-président ont également pris note avec satisfaction de l'annonce faite par le gouvernement de l'État de l'Haryana, Inde, via un arrangement (MOU) signé avec l'ASI, de la création de deux prix solaires placés sous l'égide de l'ASI et dotés d'un financement permanent d'1,4 million d'USD.

L'assemblée a remercié les partenaires du secteur privé pour leurs contributions financières au fonds de dotation. L'assemblée a aussi invité les partenaires du secteur privé, en mesure de le faire, à verser une contribution financière au fonds de dotation de l'ASI.

L'assemblée a témoigné ses remerciements et sa reconnaissance au gouvernement de l'État de l'Haryana, Inde, pour la création des prix solaires, « Prix Kalpana Chawla », sous l'égide de l'ASI.

Point 14 de l'ordre du jour. Rapport du secrétariat - évaluation des programmes de l'ASI

L'assemblée a examiné le rapport établi par le directeur général par interim, figurant dans le **document d'information No. ISA/A.01/INF.06/Rev.01**, et a entendu des présentations du directeur de la division investissements et financements, et du directeur de la communication du secrétariat, sur les progrès enregistrés pour rendre l'ASI opérationnelle, mettre en œuvre ses programmes, projets et activités, en particulier Infopedia and STAR-C. L'assemblée a pris note avec satisfaction du travail effectué par le secrétariat et des progrès accomplis jusqu'à présent.

L'assemblée a invité les pays prenant part aux quatre programmes de l'ASI à accélérer la mise en œuvre de ces programmes. Elle a également invité et enjoint les autres pays à rejoindre les programmes de l'ASI.

Au nom de l'assemblée, le président et le co-président ont lancé le programme de l'ASI de mise à l'échelle en matière d'E-mobilité et de stockage de l'énergie solaire, et ont demandé au secrétariat d'aider les pays à le mettre promptement en œuvre.

L'assemblée a décidé de poursuivre les programmes avec une plus grande participation des pays membres, en se concentrant sur le développement de projets susceptibles d'être financés, la participation du secteur privé, l'adoption de politiques adaptées, la mobilisation de crédits abordables et la mise en place de mesures de renforcement des capacités.

Point 15 de l'ordre du jour. Plan de travail et budget pour les années calendaires 2019 et 2020

L'assemblée a approuvé à titre provisoire le plan de travail pour les années calendaires 2019 et 2020, ainsi que le budget pour l'année 2019 et le budget prévisionnel pour 2020, figurant dans le **document de travail No. ISA/A.01/WD.08**.

L'assemblée a aussi approuvé la création d'un fonds de roulement dédié au soutien des activités liées aux programmes de l'ASI et faisant partie du plan de travail pour les années 2019 et 2020.

L'assemblée a demandé aux comités en charge des financements et des programmes de revoir le budget et le plan de travail pour les années 2019 et 2020. L'assemblée a également demandé au comité des financements de se pencher sur les modalités détaillées de mobilisation des fonds destinés au fonds de roulement.

L'assemblée a encouragé les États membres, les organisations partenaires, les agences des NU, le secteur privé et les autres organisations à verser des contributions volontaires à l'ASI, en se fondant sur l'évaluation réalisée par le comité permanent de l'assemblée.

Point 16 de l'ordre du jour. Projet d'amendement de l'accord cadre afin d'élargir les modalités d'adhésion

L'assemblée a examiné et adopté la proposition de l'Inde d'amender l'accord cadre afin d'étendre la possibilité d'adhérer en tant que membre à l'ASI à tous les pays qui sont membres des Nations unies. L'amendement proposé figure dans le **document de travail No. ISA/A.01/WD.09**. L'amendement proposé a été distribué lors de l'assemblée. L'assemblée a demandé au dépositaire de notifier aux membres et aux pays partenaires les prochaines étapes en vue de l'entrée en vigueur de cet amendement.

L'assemblée a pris note de la réserve exprimée par l'Australie à cet égard.

Point 17 de l'ordre du jour. Création du comité permanent de l'Alliance solaire internationale

L'assemblée a créé un comité permanent de l'ASI, conformément à la proposition contenue dans le règlement intérieur provisoire de l'assemblée.

L'assemblée a approuvé la composition du comité permanent comme suit :

- a. Le président ;
- b. Le co-président ;
- c. Les vice-présidents représentant chaque région ;
- d. Un autre représentant de chaque région.

Point 18 de l'ordre du jour. Création d'autres comités de l'Alliance solaire internationale

En sus de la création du comité permanent, l'assemblée a approuvé celle des comités suivants, tels que définis dans le règlement intérieur provisoire de l'assemblée :

- a. comités régionaux ;
- b. comité des affaires générales et juridiques ;
- c. comité des finances ; et
- d. comité des programmes.

Le document-cadre contenant les termes de référence de ces comités conformément au règlement intérieur provisoire de l'assemblée sera distribué par le secrétariat à tous les membres, accompagné d'un appel à candidatures pour les postes de vice-président et de membres de ces comités.

Point 19 de l'ordre du jour. Rapport du dépositaire

Suite à la demande formulée par le président, S.E. M. T.S. Tirumurti, secrétaire d'État aux relations économiques, ministère des affaires étrangères, gouvernement de l'Inde, a présenté à l'assemblée le rapport du dépositaire. L'assemblée a pris note avec satisfaction du rapport présenté par le dépositaire. Le rapport du dépositaire figure dans **le document d'information No. ISA/A.01/INF.07.**

L'assemblée a souhaité la bienvenue aux nouveaux pays membres qui ont signé l'accord cadre, ainsi qu'à ceux qui l'ont ratifié suite à la sixième réunion du CPI, tenue le 20 février 2018.

L'assemblée a encouragé les pays intéressés à devenir membres à signer et ratifier l'accord cadre.

Le président a également demandé au secrétariat d'impliquer et d'informer régulièrement les pays intéressés à devenir membres sur les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs de l'ASI.

Point 20 de l'ordre du jour. Enregistrement de l'ASI auprès des Nations unies

L'assemblée a pris note avec satisfaction de l'enregistrement de l'ASI auprès des Nations unies conformément à l'article 102 de la Charte des Nations unies, tel que figurant dans le **document d'information No. ISA/A.01/INF.05.**

L'assemblée a demandé au secrétariat d'établir des liens institutionnels entre l'ASI et les Nations unies. L'assemblée a également autorisé le secrétariat à postuler en vue d'obtenir pour l'ASI le statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations unies.

Point 21 de l'ordre du jour. Accord de siège

L'assemblée a approuvé l'accord de siège signé entre le gouvernement de l'Inde et le DG ai. L'assemblée a marqué son appréciation pour les efforts déployés par le pays hôte afin de conclure rapidement l'accord de siège. L'accord de siège approuvé figure dans le **document de travail No. ISA/A.01/WD.05**.

L'assemblée a autorisé le DG à transmettre l'accord de siège, tel qu'approuvé par l'assemblée, au gouvernement de l'Inde en vue de toute action éventuellement requise.

Point 22 de l'ordre du jour. Accord des membres sur les privilèges et immunités de l'ASI

Conformément à l'article 10.3 de l'accord cadre, l'assemblée a approuvé l'accord type sur les privilèges et immunités de l'ASI, figurant dans le **document de travail No. ISA/A.01/WD.06**. et a demandé aux pays membres de prendre les mesures nécessaires à l'octroi de privilèges et immunités à l'ASI en conformité avec leur législation nationale et leur procédure constitutionnelle respectives.

Point 23 de l'ordre du jour. Point d'information sur le fonds de dotation

L'assemblée a pris note du point d'information sur le fonds de dotation présenté par le secrétariat et a exprimé son appréciation des efforts déployés par celui-ci pour renforcer le fonds de dotation en mobilisant une nouvelle contribution de 8 millions USD.

L'assemblée a chargé le secrétariat d'élaborer une politique d'investissement pour le fonds de dotation, en vue de la soumettre à l'approbation de l'assemblée lors de sa prochaine réunion. Cette politique devra comprendre entre autres des dispositions permettant de faire face à d'éventuels conflits d'intérêt.

L'assemblée a encouragé les pays membres, les pays partenaires, les organisations partenaires et les autres entités du secteur privé à effectuer des contributions volontaires au fonds de dotation de l'ASI.

Point 24 de l'ordre du jour. Règlement

L'assemblée a approuvé à titre provisoire le règlement, figurant dans le **document de travail No. ISA/A.01/WD.07**.

L'assemblée a demandé au comité des affaires générales et juridiques de revoir les dispositions contenues dans le règlement et de transmettre la version finale à l'assemblée en vue de son adoption lors de la prochaine session.

L'assemblée a également chargé le secrétariat de rédiger un projet de règlement financier, un projet de règlement du personnel ainsi que les autres règles requises par le règlement provisoire, et de les soumettre à l'examen du comité permanent. L'assemblée a demandé au

comité permanent de revoir ces procédures et règles et de les faire suivre, accompagnées du règlement final, à l'assemblée en vue de leur approbation lors de la prochaine session.

Point 25 de l'ordre du jour. Sous-traitance de certaines activités administratives et financières

L'assemblée a approuvé la désignation de Lochan and Company pour exécuter certaines activités à caractère financier. En outre, l'assemblée a pris note des arrangements préalables pris par le secrétariat avec des organismes du secteur public indien : l'institut national de l'énergie solaire (NISE) et l'agence indienne de développement des énergies renouvelables (IREDA), afin de leur confier certaines tâches administratives.

Point 26 de l'ordre du jour. Désignation d'un auditeur externe

L'assemblée a approuvé la désignation de la société d'audit sélectionnée, Deloitte, pour réaliser l'audit des comptes de l'ASI pour l'année calendaire 2018.

Point 27 de l'ordre du jour. Segment de haut niveau - Déclarations des membres de l'ASI

L'assemblée a invité les ministres et autres chefs des délégations des pays membres de l'ASI à prononcer des déclarations. Des déclarations ont été prononcées par les ministres et autres chefs de délégation suivants (ordre alphabétique) : République islamique d'Afghanistan, Commonwealth d'Australie, République populaire du Bangladesh, République du Bénin, République du Cap-Vert, Union des Comores, République de Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, République du Ghana, République du Guyana, République de l'Inde, République des Kiribati, République de Madagascar, République du Malawi, République de Maurice³, République de Nauru, République du Niger, République d'Ouganda, République du Rwanda, République du Sénégal, République des Seychelles, République fédérale de Somalie, République du Soudan du Sud, République du Soudan, République démocratique socialiste du Sri Lanka, République unie de Tanzanie, République togolaise, Royaume des Tonga, Tuvalu.

L'assemblée a remercié les ministres et autres chefs de délégation des pays membres de l'ASI pour leurs commentaires.

Il a été demandé au Secrétariat de l'ASI de mettre à disposition les déclarations des chefs de délégation des pays membres sur le site internet de l'ASI.

Point 28 de l'ordre du jour. Organisation de la deuxième réunion de l'assemblée

³La République de Maurice n'a pas prononcé son intervention lors de l'assemblée. Toutefois, elle a fourni la version écrite de son intervention.

Conformément à l'article 4.1 de l'accord cadre, l'assemblée doit se réunir chaque année au niveau ministériel au siège de l'ASI. L'assemblée est convenue de prévoir la tenue de sa deuxième réunion au mois d'octobre 2019. Le président arrêtera la date exacte en consultation avec les pays membres.

L'assemblée a chargé le secrétariat de consulter les pays membres et de proposer des dates pour la tenue de la deuxième réunion de l'assemblée de l'ASI.

Point 29 de l'ordre du jour. Divers

Aucun point n'a été soulevé.

Point 30 de l'ordre du jour. Clôture

Le président a prononcé devant l'assemblée des propos conclusifs. Il a ensuite clos la première réunion de l'assemblée de l'ASI.

Annexe A

Liste des représentants des pays membres de l'ASI

Pays ayant ratifié l'accord cadre portant création de l'ASI

Numéro	Pays	Nom	Titre ⁴
1	Commonwealth d'Australie	S.E. Mme Harinder Sidhu	Haut-Commissaire de l'Australie à New Delhi
		M. Shane Gaddes	Secrétaire adjoint, gouvernement du Commonwealth d'Australie
		M. Richard Samuels	Conseiller, haut-commissariat de l'Australie à New Delhi
		Mme Helen Hawks	Conseillère spéciale, énergies internationales, gouvernement du Commonwealth d'Australie
		Mme Radhika Tomar	Conseillère principale, Ressources et énergies, haut-commissariat de l'Australie à New Delhi
		Mme Fiona Bourne	Conseillère, gouvernement du Commonwealth d'Australie
2	République populaire du Bangladesh	S.E. M. Shahriar	Ministre des affaires étrangères, République populaire du Bangladesh
		S.E. M. Syed Muazzem Ali	Haut-Commissaire de la République populaire du Bangladesh à New Delhi
		M. A.T.M. Rokebul Haque	Haut-Commissaire adjoint, haut-commissariat de la République populaire du Bangladesh à New Delhi
		M. Mohammad Alauddin	Secrétaire adjoint, ministère de l'électricité et de l'énergie, République populaire du Bangladesh
		M. Jamal Uddin Ahmed	Conseiller, haut-commissariat de la République populaire du Bangladesh à New Delhi
3	République du Bénin	S.E. M. Dona Jean-Claude Houssou	Ministre de l'énergie, République du Bénin
		Mme Marie-Bénédicte Adjaho	Chargée d'affaires, ambassade de la République du Bénin à New Delhi
		M. Todeman Assan	Point focal national de la République du Bénin pour l'ASI
4	Union des Comores	S.E. M. Moustadroine	Ministre de l'énergie, Union des Comores

⁴ Classement ne respectant pas nécessairement l'ordre protocolaire

		M. Kanahiya Lal Ganju	Consul général honoraire, Union des Comores Conseiller auprès du ministre des affaires étrangères, Union des Comores
		M. Ali Moisse	Chef de la planification, Union des Comores
		Mme Houssnate Djouhoud	Chef du Département de la justice, Union des Comores
5	République de Côte d'Ivoire	M. Tiemele Sainy	Ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire à New Delhi
		M. Acka Yves Nanou	Conseiller, ambassade de la République de Côte d'Ivoire à New Delhi
		Mme Maria Christine	Assistante, ambassade de la République de Côte d'Ivoire à New Delhi
		M. Ettiembone Narcisse Kouao	Diplomate, ambassade de la République de Côte d'Ivoire à New Delhi
6	République de Cuba	S.E. M. Raul Garcia Barreiro	Ministre de l'énergie et des mines, République de Cuba
		S.E. M. Oscar Israel Martinez Cordoves	Ambassadeur de la République de Cuba à New Delhi
		M. Juan Carlos	Chef de mission adjoint, ambassade de la République de Cuba à New Delhi
		M. Rossell Guerra Campaign	Directeur des énergies renouvelables, ministère de l'énergie et des mines, République de Cuba
		Mme Lidia Esr	Traductrice, ambassade de la République de Cuba à New Delhi
7	République de Djibouti	S.E. M. Yonis Ali Guedi	Ministre de l'énergie et des ressources naturelles, République de Djibouti
		S.E. M. Said Absieh Warsama	Ambassadeur de la République de Djibouti à New Delhi
		M. M. Mahamoud Abdillahi Miguil	Premier conseiller, ambassade de la République de Djibouti à New Delhi
		M. Gouled Mohamed Djama	Directeur de l'énergie, ministère de l'énergie, République de Djibouti
8	République des Fidji	M. Yogesh Jitendra Karan	Secrétaire général, cabinet du premier ministre, République des Fidji
		S.E. M. Yogesh Punja	Haut-Commissaire de la République des Fidji à New Delhi
		Mme Amelia Komaisavai	Directrice de cabinet adjointe, cabinet du premier ministre, République des Fidji
		M. Nilesh Kumar	Conseiller, haut-commissariat de la République des Fidji à New Delhi

		M. Khalid Abbas Khan	Agent en charge des affaires consulaires et commerciales, haut-commissariat de la République des Fidji à New Delhi
9	République française	S.E. Mme Brune Poirson	Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire du gouvernement de la République française
		S.E. M. Alexandre Ziegler	Ambassadeur de France à New Delhi
		M. Baptiste Perrissin-Fabert	Conseiller auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire du gouvernement de la République française
		Mme Nastassja Hoffet	Conseillère politique, gouvernement de la République française
		M. Paul Salvaire	Conseiller pour les enjeux globaux, ambassade de France à New Delhi
		M. Jonas Bayard	Conseiller auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire du gouvernement de la République française
		M. Jean-Marc Fenet	Chef du service économique, ambassade de France à New Delhi
		M. Philippe Montarnal	Commissariat français à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), gouvernement de la République française
		M. Clément Rouchouse	Conseiller économique
		M. Philippe Malbranche	Directeur général de l'institut national de l'énergie solaire (INES)
		M. Maxime du Bois	Attaché économique, ambassade de France à New Delhi
		M. Quentin Perret	Chargé de mission au sein de la direction des affaires européennes et internationales, ministère de la transition écologique et solidaire, République française
		M. Cédric Clin	Officier de sécurité auprès du ministre d'État
10	République du Ghana	S.E. M. William Aidoo	Ministre délégué à l'énergie, République du Ghana

		M. Wisdom Ahiataku-Togobo	Directeur, énergies renouvelables, ministère de l'énergie
		M. Kwadwo Owusu	Directeur, électricité renouvelable, ministère de l'énergie, République du Ghana
11	République de Guinée	S.E. Mme Fatoumata Balde	Ambassadrice, ambassade de la République de Guinée à New Delhi
		M. Abdoulaye Sow	Conseiller, ambassade de la République de Guinée à New Delhi
		Dr Aminata Thiam	Première secrétaire, ambassade de la République de Guinée à New Delhi
		M. Boubacar Diallo	Premier secrétaire, ambassade de la République de Guinée à New Delhi
		M. Imran Khan	Responsable des relations publiques, ambassade de la République de Guinée à New Delhi
12	République du Guyana	S.E. Mme Annette Ferguson	Ministre des infrastructures publiques, République du Guyana
		S.E. Dr David Goldwin Pollard	Haut-Commissaire de la République du Guyana à New Delhi
		Mme Esr Gittens	Première secrétaire, haut-commissariat de la République du Guyana à New Delhi
		Dr Mahender Sharma	Directeur général de l'autorité guyanaise de développement de l'énergie, République du Guyana
13	République de l'Inde	S.E. M. R. K. Singh	Ministre d'État de l'électricité et des énergies nouvelles et renouvelables, République de l'Inde
		M. Vijay Keshav Gokhale	Secrétaire d'État, ministère des affaires étrangères (MEA), République de l'Inde
		M. T.S. Tirumurti	Secrétaire d'État aux relations économiques, ministère des affaires étrangères (MEA), République de l'Inde
		M. Anand Kumar	Secrétaire d'État, ministère des énergies nouvelles et renouvelables, République de l'Inde
		Mme Ruchi Ghanashyam	Secrétaire d'État chargé des affaires occidentales (West), République de l'Inde
		M. Praveen Kumar	Secrétaire général, ministère des énergies nouvelles et renouvelables (MNRE), République de l'Inde

		D ^r P. C. Maithani	Conseiller, ministère des énergies nouvelles et renouvelables (MNRE), République de l'Inde
		M. Vinod Kurian Jacob	Chef de division, ministère des affaires étrangères (MEA), République de l'Inde
		M. Manish Chauhan	Chef de la division UNES (« United Nations Economic Social »), ministère des affaires étrangères (MEA), République de l'Inde
		M. Madhu Sudan Ravindran	Directeur, ministère des affaires étrangères (MEA), République de l'Inde
		M. Vijay Khanduja	Directeur, ministère des affaires étrangères (MEA), République de l'Inde
		M. Rajesh Gawande	Adjoint au chef de la division UNES, ministère des affaires étrangères (MEA), République de l'Inde
		M. Mukul Arya	Sous-secrétaire, ministère des affaires étrangères (MEA), République de l'Inde
14	République des Kiribati	S.E. M. Ruateki Tekaiara	Ministre des infrastructures et des énergies renouvelables, République des Kiribati
		M. Albert Brechtefeld	Secrétaire d'État adjoint, ministère des infrastructures et des énergies renouvelables, République des Kiribati
		M. Anwar Khurshid Arshi	Consul honoraire de la République des Kiribati à New Delhi
15	République de Madagascar	M. ANDRIANTAHINA Tsiry	Directeur général de l'énergie, ministère de l'énergie et des hydrocarbures, République de Madagascar
		Mme Stéphanie ANDRIAMPARANY	Directrice de la coopération et des partenariats, ministère de l'énergie et des hydrocarbures, République de Madagascar
		Mme Razanadrasoa Marie Leontine	Chargée d'affaires, ambassade de Madagascar à New Delhi
		Mme Rabary Randrianary Hanitra Christiane Daniele	Attachée, ambassade de Madagascar à New Delhi
16	République du Malawi	S.E. M. Henry Musas	Ministre de l'industrie, du commerce et du tourisme, République du Malawi
		S.E. M. George Mkondiwa	Haut-Commissaire de la République du Malawi à New Delhi
		Mme Chimwemwe Gloria Banda	Directrice de l'énergie, ministère des ressources naturelles, de l'énergie et des mines, République du Malawi

		M. Joseph Kalowekamo	Directeur par intérim des affaires énergétiques, ministère des ressources naturelles, de l'énergie et des mines, République du Malawi
		M. Sangani Phiri	Responsable des relations publiques, ministère des ressources naturelles, de l'énergie et des mines, République du Malawi
		M. Alfred Vilili	Conseiller, haut-commissariat de la République du Malawi à New Delhi
17	République du Mali	S.E. M. Moctar Toure	Conseiller spécial auprès du Président de la République du Mali
		S.E. M. Amadou Diallo	Chargé d'affaires, ambassade de la République du Mali à New Delhi
		Dr. Souleymane Berhte	Directeur général, agence des énergies renouvelables, République du Mali
18	République de Maurice	S.E. M. Collendavello	Premier ministre suppléant et ministre de l'énergie et des infrastructures publiques, République de Maurice
19	République de l'Union de Birmanie	S.E. M. Win Khaing	Ministre de l'Union, ministère de l'électricité et de l'énergie, République de l'Union de Birmanie
		M. Hein Htet	Directeur général adjoint, département de l'électricité et de la planification (DEPP), République de l'Union de Birmanie
20	République de Namibie	S.E. M. Pius Dunaiski	Haut-Commissaire de la République de Namibie à New Delhi
		M. Oscar Sikanda	Conseiller commercial, haut-commissariat de la République de Namibie à New Delhi
		M. Manzar Zama	Assistant commercial, haut-commissariat de la République de Namibie à New Delhi
21	République de Nauru	Mme Berilyn Jeremiah	Secrétaire d'État au commerce, à l'industrie et à l'environnement, République de Nauru
		Mme Rosie Harris	Consule générale de la République de Nauru
22	République du Niger	S.E. Mme Amina Moumouni	Ministre de l'énergie, République du Niger
		S.E. M. Illiassou Ali	Ambassadeur de la République du Niger à New Delhi
		M. Mahamadou Soumana	Point focal national, ministère de l'énergie, République du Niger

		M. Bohari Boukar	Conseiller technique auprès du ministre, République du Niger
		M. Boureima Souleymane	Conseiller, ambassade de la République du Niger à New Delhi
23	État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée	M. Stenneth Numol	Haut-Commissaire par intérim de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée à New Delhi
		M. Peter Niese	Premier secrétaire, haut-commissariat de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée
		M. Alu Alu	Responsable du secrétariat du Comité de gestion de l'électricité (EMC)
24	République du Pérou	S.E. M. Francisco Ismodes Mezzano	Ministre de l'énergie et des mines, République du Pérou
		S.E. M. Jorge Juan Castaneda Mendez	Ambassadeur de la République du Pérou à New Delhi
		Mme Maria Mercedes Gil Juscamaita	Ministre et cheffe de mission adjointe, ambassade de la République du Pérou à New Delhi
		M. Fabio Subia Diaz	Deuxième secrétaire et chef du service consulaire, ambassade de la République du Pérou à New Delhi
25	République du Rwanda	S.E. Mme Germaine Kamayirese	Secrétaire d'État en charge de l'énergie et de l'eau, République du Rwanda
		S.E. M. Ernest Rwamucyo	Haut-Commissaire de la République du Rwanda à New Delhi
		M. Joseph Kabakeza	Premier conseiller, haut-commissariat de la République du Rwanda à New Delhi
		M. Mucyo Rutishisha	Deuxième conseiller, haut-commissariat de la République du Rwanda à New Delhi
		M. Robert Nyamvumba	Responsable de la division Énergie, ministère des infrastructures, République du Rwanda, point focal national de l'ASI
26	République du Sénégal	S.E. M. El Hadji Ibou Boye	Ambassadeur de la République du Sénégal à New Delhi
		M. Papa ASSANE	Deuxième conseiller, ambassade de la République du Sénégal à New Delhi
		M. Djiby Ndiaye	Directeur général, agence nationale pour les énergies renouvelables, République du Sénégal

		M. Ibrahima Niane	Directeur de l'électricité, ministère du pétrole et des énergies, République du Sénégal
		M. Fadel Traore	Chef de la division Études, agence nationale pour les énergies renouvelables, République du Sénégal
27	République des Seychelles	S.E. M. Wallace Cosgrow	Ministre de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique, ministère de l'énergie et du changement climatique, République des Seychelles
28	République fédérale de Somalie	S.E. Mme Ebyan Salah	Ambassadrice de la République fédérale de Somalie à New Delhi
		M. Abdulkadir Abdulle	Directeur, ministère des ressources énergétiques et hydrauliques, République fédérale de Somalie
		M. Ahmed Mohamed	Premier secrétaire, ambassade de la République fédérale de Somalie à New Delhi
		M. Salim Elmi	Deuxième secrétaire, ambassade de la République fédérale de Somalie à New Delhi
		M. Aidarus Yusuf	Troisième secrétaire, ambassade de la République fédérale de Somalie à New Delhi
		M. Mohamed Aden	Attaché commercial, ambassade de la République fédérale de Somalie à New Delhi
29	République du Soudan	S.E. M. Khider Mohamed Gasmelseed Hamad	Ministre des ressources en eau, de l'irrigation et de l'électricité, République du Soudan
		S.E. M. Sirajuddin Hamid Yousif	Ambassadeur de la République du Soudan à New Delhi
		M. Osman Mohammed Elbashir Mohammed	Ministre plénipotentiaire, République du Soudan
30	République démocratique socialiste du Sri Lanka	S.E. M. S. Ajith Pathmakanatha Perera	Ministre d'État de l'électricité et des énergies renouvelables, République démocratique socialiste du Sri Lanka
		S.E. Mme Chitranganee Wagiswara	Haut-Commissaire de la République démocratique socialiste du Sri Lanka à New Delhi
		M. M.R.K. Lenagala	Haut-Commissaire adjoint de la République démocratique socialiste du Sri Lanka à New Delhi

		Mme Nirmala Paranavitana	Ministre, haut-commissariat de la République démocratique socialiste du Sri Lanka à New Delhi
31	République du Soudan	S.E. M. Khider Mohamed Gasmelseed Hamad	Ministre des ressources en eau, de l'irrigation et de l'électricité, République du Soudan
		M. Sirajuddin Hamid Yousif	Ambassadeur de la République du Soudan à New Delhi
		M. Osman Mohammed Elbashir Mohammed	Ministre plénipotentiaire, République du Soudan
		M. Ishag Yousif Ishag	Chef du service économique, commercial et des investissements, ambassade de la République du Soudan
		M. Mahgoub Eisa Khalil Boshara	Directeur général de la direction des énergies renouvelables, République du Soudan
		M. Suraj Sharma	Représentant de l'ambassade de la République du Soudan à New Delhi
		M. Ahmed Osman Elamin Abdalgader	Point focal national de la République du Soudan
32	République du Suriname	S.E. M. Lekhram Soerdjan	Ministre des affaires étrangères, République du Suriname
		Mme Valerie Refos-Lalje	Secrétaire permanent adjoint, ministère des ressources naturelles, République du Suriname
33	République togolaise	S.E. M. Ably Bidamon Dederiwe	Ministre des mines et de l'énergie, République togolaise
		M. Kanyi Galley Logosu Teko	Chargé d'affaires, ambassade de la République togolaise à New Delhi
		M. Ezzo Mazaharoudi	Conseiller en communication du ministre, ministère des mines et de l'énergie, République togolaise
		M. Tiem Bolidja	Point focal national, directeur général de l'agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables, République togolaise
34	Royaume des Tonga	S.E. M. Poasi Tei	Ministre de la météorologie, de l'énergie, de l'information, de la gestion des catastrophes naturelles, de l'environnement, des changements climatiques et de la communication (MEIDECC), Royaume des Tonga
		M. Ofakiolohau	Département de l'énergie du MEIDECC, spécialiste de la planification énergétique, Royaume des Tonga

		M. Desh Sahae	Consul honoraire du Royaume des Tonga à New Delhi
35	Tuvalu	S.E. M. Mackenzie Kiritome	Ministre par intérim des affaires étrangères, gouvernement des Tuvalu
		M. Deepak Jain	Consul général honoraire des Tuvalu à New Delhi
		M. Fakavae Taomia	Secrétaire permanent, ministère des affaires étrangères, gouvernement des Tuvalu
36	République d'Ouganda	S.E. M. Simon D'Ujanga	Ministre d'État de l'énergie, République d'Ouganda
37	Émirats arabes unis	S.E. Dr. Thani Bin Ahmed Al Zeyoudi	Ministre du changement climatique et de l'environnement, Émirats arabes unis
		S.E. Dr. Ahmed Al Banna	Ambassadeur des Émirats arabes unis à New Delhi
		M. Khalifa Al Tunaiji	Conseiller, ambassade des Émirats arabes unis à New Delhi
38	République bolivarienne du Vénézuéla	S.E. M. Augusto Montiel	Ambassadeur de la République bolivarienne du Vénézuéla à New Delhi
		M. Sergio Dalessandro	Premier secrétaire, ambassade de la République bolivarienne du Vénézuéla à New Delhi
		M. Jose Perales	Ministre conseiller, ambassade de la République bolivarienne du Vénézuéla à New Delhi

Liste des participants (observateurs)

A. Pays ayant signé l'accord cadre portant création de l'ASI

1. République arabe d'Égypte
2. République démocratique du Congo
3. République dominicaine
4. République démocratique fédérale d'Éthiopie
5. État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée
6. République algérienne démocratique et populaire
7. République du Burundi
8. République du Cap-Vert
9. République du Tchad
10. République du Chili
11. République de Côte d'Ivoire
12. République du Salvador
13. République de Guinée équatoriale
14. République de Guinée-Bissao
15. République du Libéria
16. République du Mozambique
17. République fédérale du Nigéria
18. République de Gambie
19. République du Yémen
20. République de Zambie
21. République du Zimbabwe
22. Royaume des Pays-Bas
23. Union des Comores
24. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
25. République unie de Tanzanie

B. Pays intéressés à devenir membres de l'ASI

1. République argentine
2. République démocratique du Timor oriental
3. Fédération de Saint-Christophe-et-Niévès
4. Japon
5. République d'Angola
6. République du Botswana
7. République du Costa Rica
8. République des Maldives

9. République des Philippines
10. République de Singapour
11. République d’Afrique du Sud
12. République socialiste du Vietnam
13. États-Unis du Mexique

C. Pays partenaires

1. République islamique d'Afghanistan
2. Royaume du Maroc
3. République tunisienne

D. Liste des organisations partenaires et des invités spéciaux

1. Initiative africaine sur les énergies renouvelables
2. Ashden
3. Banque asiatique de développement
4. Bridge to India Private Limited
5. Société andine de développement - Banque de développement d'Amérique latine
6. Centre for Study of Science, Technology and Policy (CSTEP)
7. Climate Bonds Initiative
8. Coal India Limited (CIL)
9. Confédération de l'industrie indienne (CII)
10. Conseil de l'énergie, de l'environnement et de l'eau (CEEW)
11. Deloitte Haskins & Sells LLP
12. Département du développement international britannique (DFID)
13. Centre d'excellence d'Afrique de l'Est pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (EACREEE)
14. EDF EN
15. Energy Efficiency Services Limited (EESL)
16. ENGIE
17. Banque européenne d'investissement (BEI)
18. Délégation de l'Union européenne en Inde
19. Institut Fraunhofer des systèmes d'énergie solaire (ISE)
20. Agence française de développement (AFD)
21. Association mondiale de l'éclairage hors réseau (GOGLA)
22. Global Solar Council
23. Agence de développement des énergies renouvelables de l'Haryana (HAREDA)

24. Indian Renewable Energy Development Agency Limited (IREDA)
25. Organisation de la promotion du commerce indien (ITPO)
26. Institut national de l'énergie solaire (INES, France)
27. Fonds international de développement agricole (FIDA)
28. Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)
29. Fondation Konrad Adenauer
30. Maxop Research & Testing Institute Pvt. Ltd.
31. Ministère des industries lourdes
32. Institut national de l'énergie solaire
33. Département des énergies nouvelles et renouvelables de l'Haryana
34. Département des énergies nouvelles et renouvelables du Madhya Pradesh
35. OLA
36. Paramount Krafts
37. PHD Chamber of Commerce
38. Institut photovoltaïque de Berlin (PI Berlin)
39. Power Finance Corporation (PFC)
40. Schneider Electric / Fondation Schneider Electric
41. Shakti Sustainable Energy Foundation
42. Smart Energy Council
43. Solar Energy Corporation of India Limited
44. Sonelgaz
45. Énergie durable pour tous (SE4ALL)
46. Syndicat des énergies renouvelables
47. Technique Solaire
48. Initiative Terrawatt
49. The Energy Resource Institute
50. The Hans Foundation
51. Banque mondiale
52. Total SA
53. Nations unies
54. Programme des Nations unies pour l'environnement
55. Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification
56. Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)
57. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
